



Conseil de sécurité

Vote sur le projet de résolution E10

New York, le 25 mars 2024

Déclaration après le vote

Pascale Baeriswyl, Représentante permanente de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse a voté en faveur de ce projet de résolution et salue son adoption par le Conseil de sécurité.

C'est enfin un signe d'espoir. Car ce vote doit marquer un retour vers plus d'humanité dans le conflit au Proche Orient. « La dignité humaine et la décence doivent nous définir comme communauté globale. » Voici comment le Secrétaire général des Nations Unies – que je voudrais, avec toutes et tous les humanitaires engagés, remercier – a souligné cette nécessité hier au point de passage de Rafah.

Le vote d'aujourd'hui démontre l'importance et le poids que les membres élus peuvent avoir lorsque les blocages du Conseil perturbent l'exercice de son mandat.

Mon pays, la Suisse, a travaillé sans relâche avec tous les membres du Conseil – que je voudrais remercier ici – pour faire adopter cette résolution, dans un esprit toujours solidaire et constructif, conscients du mandat que l'Assemblée générale nous a confié en nous élisant, et de notre propre priorité, qui est de protéger les civils.

Nous avons un objectif commun clair : adresser aux parties au conflit une demande limpide et sans équivoque de mettre en place un cessez-le-feu immédiat menant à un cessez-le-feu durable. Il était grand temps que cette demande fasse l'objet de consensus au sein de ce Conseil.

Un cessez-le-feu immédiat est une étape prioritaire, mais c'est seulement le premier pas, vu la situation humanitaire catastrophique à Gaza. Cela fait presque six mois que les civils – à commencer par les enfants et les centaines de milliers de déplacés – sont en proie aux bombardements quotidiens, au risque de famine et d'épidémies, au lieu d'aller à l'école, ou au travail, sans danger.

Cela doit cesser immédiatement. La mise en œuvre de cette résolution doit aider à fournir à la population civile l'aide humanitaire dont elle a besoin par toutes les modalités d'accès possible, de même que de prodiguer les soins médicaux, restaurer les infrastructures médicales, soulager le personnel médical et lui permettre d'accomplir, lui aussi, sa mission sans danger.

La résolution formule aussi une demande claire pour la libération immédiate et inconditionnelle des otages qui – eux aussi ainsi que leurs familles – doivent pouvoir se retrouver enfin, sain et sauf. Leur capture lors des actes terroristes du 7 octobre, que la Suisse a fermement condamnés, contrevient au droit international.

Le résultat d'aujourd'hui est un appel clair lancé à toutes les parties de cesser les hostilités et de respecter pleinement enfin leurs obligations en vertu du droit international, notamment du droit international humanitaire et des droits humains.

Pour une mise en œuvre efficace de la résolution que nous venons d'adopter, le cessez-le-feu immédiat devra sans attendre mener à un cessez-le-feu durable. De même, étant donné les conséquences humanitaires catastrophiques qu'aurait une opération de large envergure à Rafah sur la population civile et les opérations humanitaires, une telle opération doit être évitée.

Monsieur le Président,

Le Secrétaire général hier au passage de Rafah a dit : « Il est temps de faire taire les armes. »

L'espoir, c'est d'être capable de voir les lumières malgré les ténèbres. Avec l'adoption de la résolution aujourd'hui, il est maintenant grand temps de reprendre espoir et de travailler ensemble, sans relâche, à une perspective de paix durable, une solution à deux Etats, où Israéliens et Palestiniens peuvent vivre côte à côte en paix, en sécurité et en dignité.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

Switzerland voted in favor of this draft resolution and welcomes its adoption by the Security Council.

It is finally a sign of hope. Because this vote should mark a return to greater humanity in the Middle East conflict. "Human dignity and decency must define us as a global community". This is how the Secretary-General – whom I would like to thank, along with all the humanitarians involved – underlined this necessity yesterday at the Rafah crossing.

Today's vote demonstrates the importance and weight that elected members can have when the Council's blockages disrupt the fulfillment of its mandate.

My country, Switzerland, worked tirelessly with all Council members – whom I would like to thank here – to get this resolution adopted, always in a spirit of solidarity and constructiveness, mindful of the mandate entrusted to us by the General Assembly when it elected us, and of our own priority, which is to protect civilians.

We had a clear common objective: to send the parties to the conflict a clear and unequivocal request for an immediate ceasefire leading to a lasting sustainable ceasefire. It was high time that the Council agrees on this demand.

An immediate ceasefire is a priority step, but it is only the first step, given the catastrophic humanitarian situation in Gaza. For almost six months, civilians - starting with children and hundreds of thousands of displaced persons - have been prey to daily bombardments, with the risk of famine and epidemics, instead of going to school, or to work, without danger.

This must stop immediately. The implementation of this resolution must help to provide the civilian population with the humanitarian aid they need through every possible means of access, as well as to provide medical care, restore medical infrastructures, relieve the burden on medical personnel and also enable them to carry out their mission without danger.

The resolution also makes a clear demand for the immediate and unconditional release of the hostages, who - along with their families - must be allowed to return home safe and sound. Their capture during the acts of terror of October 7, which Switzerland strongly condemned, contravenes international law.

Today's outcome is a clear call to all parties to cease hostilities and finally fully respect their obligations under international law, in particular international humanitarian and human rights law.

For the resolution we have just adopted to be effectively implemented, the immediate ceasefire must lead without delay to a lasting sustainable ceasefire. Similarly, given the catastrophic humanitarian consequences that a large-scale operation in Rafah would have on the civilian population and humanitarian operations, such an operation must be avoided.

Mr. President,

The Secretary-General said yesterday at the Rafah crossing: "It's time to silence the guns."

Hope is being able to see the light in spite of the darkness. With the adoption of the resolution today, it is now also high time to regain hope and to work together, relentlessly, towards a prospect of lasting peace, a two-state solution, where Israelis and Palestinians can live side by side in peace, security and dignity.

Thank you.